

tendu que personne ne pouvait fabriquer ce tuyau si ce n'est certaines compagnies des États-Unis.

Voilà le genre de choses que nous aimerions éclaircir. Très peu de députés, sauf le ministre du Commerce, le ministre des Travaux publics et peut-être un ou deux autres, sont ingénieurs. On nous dit que la grosseur nécessaire du tuyau est de 34 pouces. Peut-être. Je ne dis pas le contraire, mais si nous pouvions convoquer des témoins au comité dans le cas du renvoi du bill au comité, nous saurions quelle est la grosseur préférable. Peut-être du tuyau d'une autre grosseur ferait-il tout aussi bien l'affaire ou peut-être y aurait-il l'avantage à utiliser deux tuyaux plus petits. Ce serait peut-être plus coûteux et peut-être que non. Il y a bien des questions de ce genre auxquelles il faudrait répondre. A moins que le bill ne soit renvoyé à un comité, il est impossible de se renseigner.

En toute déférence pour ceux qui siègent aux premières banquettes ministérielles (et, encore une fois, je n'oublie pas qu'il y a des ingénieurs parmi eux), je dirai que les députés pourraient obtenir la réponse à ces questions s'ils pouvaient avoir l'avis d'autres spécialistes. J'imagine qu'il ne s'agit pas uniquement de faits, mais que certaines choses peuvent être matière d'opinion.

Certains députés ministériels ont dit que le ministre du Commerce est un réalisateur et que voilà pourquoi il faudrait lui permettre d'aller de l'avant dans ce cas-ci. N'est-ce pas le député de Mont-Royal qui a dit cela l'autre soir? C'est d'ailleurs l'avis de bien d'autres députés d'en face. Le député senior d'Halifax et le représentant de Waterloo-Nord sont d'avis que ce qui est important, c'est qu'on agisse. C'est leur opinion, mais ce n'est pas celle d'autres députés.

Pour avoir invoqué l'opportunité et l'efficacité, des gouvernements démocratiques, tout au long de l'histoire, sont tombés. S'ils n'ont pas d'autres raisons à invoquer, les honorables députés feraient bien d'établir le genre de gouvernement qu'a actuellement la Russie et qu'avait hier l'Allemagne nazie. Ces gouvernements ne laissent certes pas à désirer pour ce qui est de l'opportunité et de l'efficacité, mais ils ne s'accommodent pas de certaines autres choses, comme le comprennent bien, je pense, les députés. L'histoire ne manque pas d'exemples à cet égard. J'en ai un certain nombre sous les yeux. Je ne gaspillerai pas mon temps ni celui des autres membres de la Chambre en citant de longs extraits de volumes historiques pour démontrer de quelle façon l'opportunité et l'efficacité ont détruit les gouvernements démocratiques par le passé, mais je me contenterai de donner quelques exemples. Son-

geons, par exemple, à Athènes, à Rome et à Venise, qui avaient des gouvernements démocratiques, ainsi qu'au cas semblable de l'Angleterre à l'époque d'Oliver Cromwell.

Comme il reste encore quelque temps avant six heures, je voudrais parler de l'histoire d'Athènes. Nous pouvons établir une comparaison remarquable entre la situation qui existe ici aujourd'hui et la manière dont Athènes a perdu sa démocratie. Je vais citer un extrait de l'ouvrage de Basil Hammond intitulé *The Political Institutions of the Ancient Greeks*. Je me contente de citer un bref paragraphe, qui se rapporte à l'époque où Athènes était menacée. Voici:

Le rôle d'Alcibiade dans cette révolution a consisté uniquement à la mettre en marche en soulevant le faux espoir d'une alliance perse. Ses agents se sont rendus à Athènes et Pisandre, qui s'était mis à leur tête, déclara à l'assemblée des citoyens que le seul espoir de salut pour Athènes c'était de s'allier avec les Perses. Il a déclaré que cette alliance serait possible si l'on invitait Alcibiade à revenir, si l'on abolissait la démocratie que le roi perse n'aimait pas et si l'on établissait, à sa place, une oligarchie en laquelle le roi pourrait avoir confiance. L'idée de perdre sa constitution démocratique répugnait à l'assemblée mais, cédant aux circonstances, elle approuva quand même provisoirement le changement proposé.

Cela se passait dans l'Athènes antique. C'était le premier pas vers la chute de sa démocratie. On avait reçu une proposition qu'on ne pouvait examiner. Il fallait se dépêcher de l'adopter afin de conclure l'alliance. On l'a donc adoptée vite sans l'examiner comme il fallait et ce fut la fin du gouvernement démocratique.

Un peu plus tard, la même chose se présente dans le cas des Romains. Là encore, les Romains ont été obligés à maintes reprises de recourir aux pouvoirs dictatoriaux pour disposer de certaines questions. C'était plus efficace. Qu'est-il arrivé? La Chambre le sait, le Sénat de Rome s'était si bien habitué aux méthodes totalitaires qu'il fut facile au dictateur, Jules César, d'assumer éventuellement tout le pouvoir. Peut-être les députés pensent-ils que cela ne peut arriver ici. Les vêtements, les automobiles, les téléviseurs, autant de choses matérielles qui peuvent changer; mais la nature humaine ne change nullement d'une génération à l'autre. Une fois que le tranchant du coin,—en l'occurrence, il est plutôt contondant,—a pénétré, c'est le début de la destruction des rouages démocratiques. Quand l'opportunisme et l'efficacité sont les arguments employés pour détruire les règles du Parlement, on fait un grand pas vers la destruction de la démocratie elle-même.

Il est six heures. Puis-je proposer le renvoi de la suite du débat à une séance ultérieure?

(Rapport est fait de l'état de la question.)